

Belgique : un cœur qui bat la chamade

AVANT DE LIRE

• Catherine ERNENS

On le voyait chuter au départ, il tient bon. Il trébuche sur les crises actuelles, terrorisme et RER. Le gouvernement Michel est en place depuis 119 jours. Les comités de concertation avec les régions sont hou-

leux. Le patron de la N-VA, Bart De Wever, tient la corde depuis Anvers. Les nationalistes sont au pouvoir fédéral. Le MR est isolé.

Le cœur de la Belgique bat la chamade. Nous avons demandé à cinq experts de l'ausculter et de nous livrer leur diagnostic sur l'état du fédéralisme en Belgique. Le bilan est plutôt bon. ■

CONSTATS ET PISTES

1. Il n'y a plus de Belges depuis 1912

«**S**ire, il n'y a pas de Belges, il n'y a que des Wallons et des Flamands.» En 1912, alors que la Belgique était encore un État unitaire, Jules Destrée le clamait déjà. Sa fameuse lettre au roi Albert 1^{er} trouve plus que jamais écho aujourd'hui. Sans doute parce qu'au fil de ce siècle écoulé, six réformes successives de la Constitution, de 1970 à 2012, n'apaiseront pas ce feu communautaire. ■

2. Désunion des familles nord-sud

Les familles politiques sont désunies. Singulièrement la famille sociale-chrétienne. Le cdH a choisi de rester sur le quai de la gare namurois sans prendre de ticket pour la majorité fédérale à Bruxelles. «Entre le CD&V et le cdH, le divorce entre les directions est le plus marqué. À l'époque de la présidence de Milquet, il y avait des relations tendues mais des discussions. Aujourd'hui, on a l'impression que chacun vit dans son monde», estime le politologue Vincent Laborderie (UCL). ■

3. Fédéralisme dynamique du Canada

Avec dix entités pour le composer, le fédéralisme canadien est plus dynamique. «En Belgique, c'est très bipolaire entre deux communautés. C'est une faiblesse et une force, explique Mine Reuchamps, politologue à l'UCL. À dix on peut trouver des majorités alternatives, mais pas à deux, ce qui est une chance pour les francophones en Belgique.» Par contre «au Canada, on est servi dans sa langue dans n'importe quelle partie du pays. En Belgique, ce n'est pas possible : une zone correspond à une langue», note Caroline Van Wynsberghe. ■

4. Fédéralisme fluide de la Suisse

En Suisse, tout est plus fluide. «On passe des annonces en allemand en zone francophone. Les produits sont étiquetés en allemand uniquement. Les Suisses ne sont pas embarrassés par ça. La Suisse, essaie d'avoir des équilibres entre les rôles linguistiques mais c'est informel, note Caroline Van Wynsberghe. La Suisse compte 26 entités. On n'est pas dans un jeu à somme nulle comme en Belgique où ce que l'un gagne, l'autre le perd.» ■

5. La participation citoyenne

Comment mieux faire tourner les rouages de notre pays ? La participation citoyenne est une piste qui a de l'avenir. «Il existe une grosse tradition de référendum en Suisse. Même si le résultat obtenu va dans un sens étonnant, la population s'y plie, note Caroline Van Wynsberghe. Je ne suis pas certaine qu'en Belgique, ce serait possible. Il faudra cependant réfléchir chez nous à d'autres mécanismes de participation démocratique. Le G1000 a été à ce titre une belle expérience.» ■

6. Notre petit laboratoire européen

Nous sommes un exemple et une curiosité à l'échelle planétaire ou au moins européenne. Pour l'heure, nous voici avec à la manœuvre un parti séparatiste. «La N-VA se comporte dans une perspective un peu paradoxale : faire fonctionner un État qu'ils veulent voir disparaître», note Mine Reuchamps. «L'avenir n'est-il pas au "no-gov" », à la difficulté d'encore former un gouvernement dans notre pays ? s'interroge Caroline Van Wynsberghe. Mais notre pays développe aussi une complexité infinie de solutions qui font de lui un laboratoire aux yeux de toute l'Europe.» ■

C.Ern.

LES ANALYSES

« Il existe une radicalisation des discours des autorités »

Le cœur de la Belgique bat aux rythmes de déclarations politiques incendiaires.

Mais au total, tout ne va pas si mal.

● Catherine ERNENS

Le cœur de la Belgique est-il malade ? Pas dans celui des Belges. Mais au niveau politique, le cœur du royaume bat la chamade. Le rythme s'est emballé depuis l'arrivée au pouvoir du gouvernement Michel, avec la N-VA et un MR comme seul parti francophone. La difficulté à sortir des crises actuelles, lutte contre le terrorisme et construction du RER, le démontre. Le poids et les options politiques de chaque côté linguistique sont plus différents que jamais.

« Il existe une radicalisation des discours des autorités entre elles. On le voit dans la difficulté à mener des comités de concertation. Les autorités s'affrontent plus fort. On le voyait ou on le vivait moins avant parce qu'il y avait une sorte de tempérance », explique Pierre Verjans (ULg).

« La N-VA est le véritable animateur du débat. Et il est très difficile de gouverner avec un parti dont l'objectif principal est la fin de la Belgique. On est dans une situation où le minimum de concertation avec les entités fédérées n'est pas présent », souligne Pascal Delwit (ULB).

Alors... « Le cœur de la Belgique n'est pas de plus en plus malade. Mais le cadre institutionnel est de plus en plus complexe. Ce n'est pas une nouveauté. Mais on est dans une difficulté. Jusqu'il y a quelques années, il y avait une volonté partagée par les partis de faire tourner les choses et de trouver des solutions acceptables », explique Pascal Delwit (ULB). « On est rentré dans une guerre de religions. On a perdu aujourd'hui en capacité à huiler notre système

complexe. Or si la volonté de faire tourner la machine n'existe plus, ça questionne la poursuite du fédéralisme belge. Les comités de concertation se passent mal », épingle encore Pascal Delwit.

Pour Mine Reuchamps (UCL), « on a l'impression que ça va mal mais ce n'était pas mieux avant. Dans les années 80, il y avait beaucoup plus d'instabilité. Je ne sais pas ce qu'est le cœur de la Belgique. Le cœur, c'est peut-être ce bricolage qui continue à faire

« Le cœur de la Belgique, c'est peut-être ce bricolage qui continue à faire fonctionner le pays. »

fonctionner le pays. »

« L'opinion des gens n'est pas pour autant prise en otage. L'évaluation de la population est indépendante. Le politologue Carl Devos parle d'un ménage à trois, avec les trois « p » : la politique, la presse et l'opinion publique. Quand on cherche qui dirige la manœuvre, chacun dit que c'est l'autre. Les politiques trouvent que la presse a le pouvoir de tout faire et défaire. Les journalistes semblent impuissants face à des politiques souvent sourds. Et l'opinion publique estime que tout est manœuvré par les politiques et la presse », explique Pierre Verjans.

« Au total, les gens veulent toujours le maintien de la Belgique. Les Flamands aiment les Wallons, et inversement. Les Flamands trouvent seulement que les Wallons parlent trop peu le flamand et votent trop socialiste », sourit enfin Pierre Verjans. ■

Les francophones, sous-représentés ?

Christian Berhendt, vous êtes constitutionnaliste à l'Ulg. Pensez-vous que la composition actuelle du gouvernement fédéral est étonnante ?

Des majorités asymétriques (avec des coalitions de partis différentes) ne me surprennent pas du tout. On a déjà le sp.a dans l'opposition alors que le PS était au pouvoir. Pour les germanophones, l'asymétrie par rapport aux autres gouvernements est presque toujours vraie. Le plus nouveau est d'avoir une sous-représentation des parlementaires francophones dans la majorité. On avait déjà connu ça sous Martens-Gol mais dans

une moindre mesure.

Cette majorité incluant la N-VA est surprenante ?

Vu de l'étranger, sans rien y connaître, un observateur estimerait que quatre des cinq plus grands partis du pays forment le gouvernement fédéral. De ce point de vue là, ce gouvernement est très représentatif dans une vision unitariste. Tout dépend de la perspective.

Ce qui compte le plus, c'est de savoir si ce gouvernement tient compte des intérêts des uns et des autres. Et là il existe une règle au conseil des ministres, de chaque décision à prendre, vous

pouvez en faire une question de gouvernement. Les francophones ne sont pas moins bien protégés de ce point de vue que s'il y avait plus de francophones au gouvernement. Cela suppose une vigilance des francophones.

Pourquoi ?

Il n'échappe à personne que le spectre du Sud est plus à gauche et inversement. Il est logique que des réformes socio-économiques, comme le saut d'index, fassent du remous. Mais ce n'est pas du communautaire pour autant. Sinon, il n'y a plus que du communautaire.

Quelle est votre évaluation du gouvernement fédéral ?

Les ministres N-VA se sont comportés d'une manière très loyale par rapport à l'État jusqu'ici. Entre octobre 2014 et janvier 2016, les ministres N-VA, qui occupent les postes régaliens, ont pris des positions très mesurées et qui n'ont pas porté atteinte au cadre belge. Il y a eu, au début, des déclarations polarisantes de la part de Théo Francken, tout comme du côté de M^{me} Galant. Mais c'était le démarrage. ■

Chute du gouvernement ? Personne ne parie là-dessus

Pas de réforme de l'État sous Michel. Mais en Belgique on arrive à faire du communautaire sur tout. La SNCB, par exemple.

Caroline Van Wynsberghe, vous êtes politologue à l'UCL. Le fédéralisme belge fonctionne-t-il ?

La question vaut le gros lot de l'euro million. On est dans une situation qui ne satisfait personne mais qui n'insatisfait personne non plus. Il s'agit d'un compromis dont on se contente et dans lequel on vivote.

Liesbeth Homans, la ministre flamande N-VA, fixe la date de la séparation du pays à 2025. Cela vous surprend ?

C'est une posture. Personne ne parie sur une chute du gouvernement aujourd'hui. Ce gouvernement n'a aucun intérêt à tomber. Mais les propos de Madame Homans rappellent à l'électorat de la N-VA que l'objectif est celui-là. C'est surprenant, parce que ce n'est absolument pas nécessaire de remettre ça en avant en ce moment. C'était une manière pour elle d'adresser ses bons vœux et de rappeler sa priorité.

Qu'est-ce qui change avec la N-VA au pouvoir au fédéral ?

C'est difficile à analyser. Plusieurs éléments sont nouveaux. Il s'agit d'un gouvernement totalement inédit, de droite, avec un seul parti francophone. Le résultat reste inconnu. Si on réfléchit au système dans son ensemble, chaque grand parti est au pouvoir quelque part. Et ce gouvernement est finalement

très stable, fait ce qu'il dit – donc pas de communautaire – et gère l'urgence comme les questions d'immigration et de terrorisme.

Est-ce que ça fonctionne ?

Dans le contexte général, tous les pays s'essouffent un peu pour des motifs économiques. On voit qu'on arrive à faire du communautaire même sur l'économique. La SNCB est un autre exemple.

La sixième réforme de l'État met-elle de l'ordre ?

Le constat que je faisais au moment de la conclusion de la sixième réforme de l'État est toujours vrai. Le jeu est toujours aussi compliqué, les compétences toujours aussi morcelées et les entités fédérées n'ont toujours pas leur mot à dire sur ce qui se passe au fédéral. On ne sait toujours pas comment le Sénat va fonctionner. Les entités fédérées ne sont pas consultées parce que les partis jouent ce rôle. Le fédéralisme belge n'est pas mature parce que le côté participatif l'emporte. Ce n'est pas péjoratif. C'est parce que les partis politiques ont un vrai rôle que ça a continué à

«Le fédéralisme belge n'est pas mature parce que

le côté participatif l'emporte.»

fonctionner jusqu'ici.

Faut-il rajouter de l'huile dans les rouages avec une réforme de l'État ?

Il y aura une prochaine réforme de l'État. On fera comme en 2010, une très longue négociation pour obtenir une majorité des 2/3. La question de Bruxelles, mine de rien, a recréé en soi les problèmes du fédéralisme existants à l'échelle du pays. À Bruxelles, la parité linguistique est forcée. Je n'ai pas à dire si c'est bien ou mal. Mais à Bruxelles, on n'a pas 60 % de Flamands pour 40 % de francophones mais bien 15 % de Flamands pour 85 % de francophones. Grosso modo.

C'est une usine à gaz ?

Oui, mais c'est la moins pire des solutions. La régionalisation des allocations familiales est une demande flamande. On sait qu'à Bruxelles, l'application est compliquée pour éviter de créer un apartheid entre enfants francophones et flamands. Bruxelles garde la maîtrise pour ne pas créer de différence mais les décisions doivent en contrepartie être prises à parité égale francophones et flamands via la commission communautaire commune. ■ **C.Ern.**